

Le droit de manifester bafoué à Strasbourg

lundi 6 avril 2009, par [Attac France](#), [Les Verts \(Strasbourg\)](#), [Mouvement de la Paix](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 6 avril 2009).

Communiqué du NPA

Le NPA et Olivier Besancenot dénoncent les agissements scandaleux du préfet et de la police qui ont tout fait pour provoquer des affrontements. Ils portent l'entière responsabilité des violences.

Depuis des semaines, les autorités font tout fait pour faire échouer la mobilisation contre le sommet de l'OTAN : refus de négocier un parcours acceptable, les « anti-guerre » étant obligés de manifester dans une zone industrielle désertique à la limite de Strasbourg, hébergement des manifestant-es sur un terrain vague à 7, 5 km du départ de la manifestation, interdiction de tout cortège pour s'y rendre.

Les intimidations, provocations policières se sont multipliées avant et surtout lors de la manifestation du 4 avril. Au mépris de leur propre engagement, les autorités ont rendu l'accès au point de départ de la manifestation quasi-impossible. Le rassemblement qui devait permettre le départ de la manifestation a été bombardé de gaz lacrymogènes puis les multiples charges, durant le parcours, les tirs de flash-ball contre les manifestant-es ont blessé 150 personnes dont plusieurs militant-es du NPA.

Le NPA et Olivier Besancenot exigent la libération immédiate de tou-te-s les interpellé-es. Le pouvoir instrumentalise les violences qu'il a lui-même orchestrées pour tenter d'occulter le caractère massif de la protestation contre le sommet de l'OTAN qu'il n'a pu qu'entraver mais pas empêcher.

Ces provocations et manœuvres ne pourront tromper la population sur la nature de la politique que les grands de ce monde ont mis en place tant à Londres au G20 qu'à Strasbourg au sommet de l'OTAN.

Leur hypocrisie et leurs mensonges ne peuvent masquer le fait, que, loin de protéger les populations des conséquences dramatiques de la crise du capitalisme, ils n'ont qu'une volonté : sauver leur système en faillite, faire payer la crise aux travailleurs et aux peuples.

Le 6 avril 2009.

Communiqué d'Yvan Zimmermann, tête de liste du NPA aux élections européennes pour la région Grand Est

Au nom du NPA, je m'élève avec la plus grande indignation contre :

- La volonté évidente du pouvoir de Nicolas Sarkozy d'empêcher par des moyens policiers pharaoniques la manifestation pacifique contre le sommet de l'OTAN et de ce fait de porter la principale responsabilité des violences qui s'y sont déroulées

- La volonté flagrante du même pouvoir d'instrumentaliser ces violences qu'il a lui-même orchestrées pour tenter d'occulter le caractère massif de la protestation contre le sommet de l'OTAN qu'il n'a pu qu'entraver mais pas empêcher

- La volonté claire de ce petit homme à essayer de s'attribuer en poseur la gloire d'un prétendu sommet G 20-OTAN, qui faisait un tout, et qui n'était en fait qu'un summum de tromperies destinées à faire croire que les grands de ce monde s'occupent de protéger les populations des conséquences dramatiques de la crise du capitalisme alors qu'ils ne font que continuer à alimenter la source qui y a conduit et financer à fond perdu les responsables de la catastrophe.

Le 4 avril 2009.

Communiqué Attac France, Attac Strasbourg et Attac Vosges du Nord concernant la manifestation anti-OTAN du 4 avril 2009.

En préambule, il doit être rappelé qu'après de très longues négociations menées avec la Préfecture par un comité, dont des représentants Attac VDN et Strasbourg faisaient partie, la préfecture avait autorisé la manifestation (sur un trajet différent de celui que nous aurions souhaité) ainsi que la jonction des militants allemands et français sur le pont de Kehl.

Pour avoir participé à la manifestation du 4/3/09, nous dénonçons vivement à travers les points suivants la violence qui a été faite aux manifestants par les forces de l'ordre et qui montre que les autorités françaises représentées par le Préfet, n'ont pas respecté leurs engagements et ont tout fait pour que la manifestation ne puisse avoir lieu.

1) la route, indiquée par la préfecture, pour permettre aux bus, voitures et piétons d'accéder au site de rassemblement de la manifestation a été bloquée par les forces de l'ordre, obligeant les manifestants pacifiques à, soit attendre pendant des heures, soit emprunter d'autres itinéraires, avec le risque de se retrouver à nouveau bloqués ou pris dans des affrontements ;

2) une fois le lieu de rassemblement atteint après un véritable « parcours du combattant », des hélicoptères ont survolé à très basse altitude le rassemblement pourtant pacifique et bon enfant, empêchant les manifestants d'entendre les prises de parole des représentants de groupes politiques, d'associations internationales... et créant une atmosphère plus qu'oppressante ;

3) des grenades lacrymogènes ont été tirées pendant les prises de parole sans la moindre justification, contraignant la manifestation à se former dans la confusion et l'urgence, permettant à des groupes violents de s'infiltrer dans le cortège ;

4) ces éléments violents ont pu passer les frontières alors que le dispositif Schengen avait été levé, soi-disant pour empêcher cela et que, par contre, des manifestants n'ont pu accéder à Strasbourg le 3 avril (conférence au Liexenbuhl sur l'OTAN) et le 4 avril, à cause des dispositifs de blocage mis en place ;

5) les forces de l'ordre ont laissé ces mêmes éléments violents, au demeurant peu nombreux, (dont le Ministère de l'Intérieur se targue pourtant de connaître les identités) détruire l'ancien poste de douane sans intervenir et ont, par contre, empêché 7000 manifestants allemands de rejoindre le rassemblement, comme convenu avec les autorités françaises et allemandes ; comment interpréter les autres destructions que les forces de l'ordre, pourtant en surnombre dans Strasbourg, n'ont pas

su (?) empêcher ? Incompétence ou volonté de laisser faire ?

6) les forces de l'ordre, comme c'est leur mission lors d'une manifestation autorisée, n'ont pas assuré la sécurité des manifestants, mais l'ont, au contraire délibérément compromise en laissant les éléments violents agir à leur guise, en déviant la manifestation du trajet initialement prévu, l'amenant de fait dans une souricière pendant que les forces de l'ordre envoyaient sur les manifestants bloqués des grenades lacrymogènes et des flash-balls créant ainsi des mouvements de panique (qui auraient pu avoir de graves conséquences) et une dislocation prématurée de la manifestation.

Il nous apparaît, au vu de tous ces éléments, que non seulement les autorités françaises n'ont pas tenu leurs engagements ni joué leur rôle de sécurisation, mais, au contraire ont tout fait pour que cette manifestation ne puisse se dérouler, quitte à jouer avec la vie des manifestants. Du reste, Beaucoup de manifestants ont eu très peur et ont subi un choc psychologique devant ce qui est une première : une agression par les forces de l'ordre d'une manifestation autorisée, ce qui revient à dénier le droit démocratique à manifester.

Les Dernières Nouvelles d'Alsace du 5 avril, journal qu'on ne peut qualifier d'opposition, conclut de même : « *Le droit de manifester a pris une sacrée claque* ».

Document d'analyse Après comme avant Strasbourg : Non à l'OTAN !

<http://www.france.attac.org/spip.ph...>

Attac France,

Montreuil, le 6 avril 2009

Déclaration de presse

Sommet de l'Otan à Strasbourg :

Une stratégie de tension incompatible avec l'exigence du débat démocratique.

Le Mouvement de la Paix lance un appel à témoins pour construire les suites juridiques.

Depuis plusieurs mois, 600 organisations démocratiques du monde entier ont préparé un contre-sommet de l'Otan, avec une importante conférence internationale d'une très grande qualité. Le résultat ultra-militariste du sommet renforce l'urgence de solutions alternatives pour la sécurité de la planète

La manifestation pacifiste du 4 avril n'a pu être menée à son terme. Le Mouvement de la Paix condamne avec la plus grande fermeté les exactions des groupes minoritaires qui ont perverti le message responsable des organisateurs de cette manifestation destinée à dire « Non à l'Otan - non à la Guerre ».

Il exprime toute sa solidarité avec la population Strasbourgeoise, 1^{re} victime de ces exactions et dénonce le choix préfectoral d'un parcours de manifestation dans un des quartiers les plus populaires de la ville.

Il remercie les habitants du quartier qui ont tenté de proposer leur médiation en avançant des

solutions responsables pour que le cortège puisse contourner en toute sécurité la zone incendiée, propositions refusées par les autorités qui ont préféré maintenir les manifestants dans une souricière, dans laquelle les militants du Mouvement de la Paix ont joué un grand rôle pour contenir des éléments incontrôlables.

Il est faux de prétendre que les casseurs étaient en tête de manifestation. Ce sont les militants pacifistes qui contrôlaient la manifestation jusqu'à ce pont de chemin de fer où les forces de l'ordre ont coincé les manifestants, laissant le cortège être infiltré par des casseurs.

Le Mouvement de la Paix s'interroge sur la tenue surprenante de quelques CRS, observée après ces charges inadmissibles, vêtus de jeans, de sweat-shirts sombres et petits sac à dos de toile.

Le Mouvement de la Paix se félicite de la dignité, du sérieux et du grand esprit de responsabilité des manifestants pacifistes et pacifiques qui ont eu à gérer les doubles provocations d'éléments violents ultra-minoritaires et de forces de l'ordre imperméables à toutes discussions, formatées à une réductrice vision violente des manifestants.

Le préfet et la ministre de l'Intérieur qui ont volontairement maintenu les manifestants dans un étai qui a mis la vie de milliers de manifestants en danger portent une grande responsabilité. En refusant à des femmes enceintes apeurées de quitter la manifestation, ils se sont rendus, coupables de non assistance à personne en danger.

La plus grave question posée aujourd'hui est « comment respecter et favoriser le débat dans un pays qui se revendique comme une grande démocratie ? ». Il est du devoir d'un gouvernement d'organiser et de permettre la possibilité du débat démocratique. Ce débat a été refusé aux français à propos de la réintégration de la France dans le commandement militaire de l'Otan. Il aurait pu s'exprimer et s'organiser à Strasbourg.

Le gouvernement a fait un autre choix en entretenant un climat de tension et une stratégie provocatrice qui illustre le rôle dévolu à l'Otan. Cette volonté, visible depuis plusieurs semaines, est devenue encore plus évidente depuis le début du contre-sommet :

- Provocation demandant aux Strasbourgeois de retirer leurs drapeaux pacifistes arc en ciel des fenêtres
- Provocation d'un parcours inadmissible
- Provocation permanente au village alternatif, utilisé principalement par des jeunes, notamment par la rotation nocturnes d'hélicoptères munis de puissants projecteurs
- Conditions inadmissibles imposées aux jeunes du village autogérées, jusque dimanche 5, malgré un respect environnemental du site de leur part
- Provocations des participants au meeting accueillant des personnalités nationales et internationales, par des hélicoptères bruyants, jetant des bombes lacrymogènes obligeant les organisateurs à faire évacuer l'espace en faisant démarrer la manifestation par le sud du Parc des 2 rives pour rejoindre le parcours négocié de longue date
- De trop nombreux engagements des autorités n'ont pas été tenus, notamment celui de la garantie des horaires des cérémonies officielles et du maintien des transports depuis la gare.
- ...

De trop nombreuses autres questions se posent :

- Pourquoi avoir laissé des milliers de gens errer dans la ville, fautes de transport ?
- Pourquoi avoir empêché ces personnes de rejoindre la manifestation ?
- Pourquoi leur avoir confisqué leurs drapeaux, y compris en fin de journée ?
- Pourquoi avoir trouvé des CRS bloquant à plusieurs reprises un parcours de manifestation négocié ?

Pour le Mouvement de la Paix, le débat n'est pas clos, il ne fait que commencer.

Les dizaines de milliers de manifestants qui étaient venus du monde entier pour exprimer un message de paix, sont repartis plus déterminés que jamais à faire entendre la voix de ceux qui refusent la militarisation du monde et veulent agir pour une Europe pacifique et solidaire. Il est temps d'un grand débat en France sur l'Otan et la paix.

Dès à présent le Mouvement de la Paix lance un appel à témoignages et à témoins en demandant aux personnes d'écrire à national_mvtpaix.org afin de construire les suites juridiques à donner au 4 avril. Il envisage des dépôts de plaintes dans tous les départements. Il continue à demander l'organisation d'un référendum et interviendra avec ses 150 comités locaux à l'occasion du débat des élections européennes.

C'est un triste jour que nous avons vécu à Strasbourg, loin d'abattre les pacifistes, il les renforce dans leur détermination d'un réel débat démocratique sur les conditions d'assurer la sécurité des habitants de la Planète. L'Otan a montré à Strasbourg qu'elle en était incapable !

Strasbourg le dimanche 5 avril

Communiqué des Verts-Strasbourg

Un sommet
de l'OTAN fidèle à ses valeurs : anti-démocratique, violent et
sécuritaire

Plus de trente mille personnes se sont mobilisées à Strasbourg pour dire « non à l'Otan et non à la guerre ».

Pourtant le parcours de manifestation et les conditions dans lesquelles elle s'est déroulée ont tout fait pour empêcher que la mobilisation soit forte et que l'expression démocratique puisse s'exprimer.

Retour sur le choix du tracé. Celui-ci, d'après la préfecture, devait permettre aux allemands de nous rejoindre sur le jardin des deux rives côté français et « *d'éviter un maximum de casse* ».

Le moins que l'on puisse dire c'est que la préfecture a tout fait pour que le contraire se produise. D'une part en bloquant l'accès aux ponts Vauban, Anvers jusqu'à 12h45, soit deux heures après l'horaire convenu avec la préfecture, d'autre part en ne donnant pas leur accord pour que les 10 000 manifestants pacifiques allemands traversent le pont de l'Europe. Ces deux décisions n'ont pas aidé

les organisateurs pour le bon déroulement de la manifestation.

En outre, les forces de l'ordre, plutôt que de sécuriser les quartiers alentours, il n'y avait que ça à faire puisque le reste est constitué d'un noman's land, ont laissé des individus mettre le feu à un hôtel, à l'office du tourisme, et au poste de douane devant le regard désabusé des habitants du Port du Rhin. Comment 500 casseurs peuvent -ils commettre de tels agissements, que je réprovoque, alors que plus de 20000 policiers sont présents dans Strasbourg ?

Les agressions subies par les manifestants pacifiques et non-violents regroupés sur le champ de foire ont été permanentes. Ils ont eu droit pendant le concert à des jets de bombes lacrymogènes et des survols incessants d'hélicoptères à basse altitude faisant monter l'angoisse et la tension.

Les Strasbourgeois qui ont été témoins de ces exactions ou qui ont participé à la manifestation ne sont pas dupes et ont soutenu fortement la mobilisation contre l'OTAN et ses politiques agressives et guerrières.

Aujourd'hui, au lendemain de la manifestation, le Campement autogéré est totalement bouclé par les forces de l' « ordre ».

Des barrages et des filtrages des personnes du village sont exécutés, les forces de l'ordre n'hésitant pas à leur confisquer des livres, affiches, banderoles,... Ces agissements doivent cesser.

Nous avons les plus grandes craintes quant à ce qui pourrait arriver aux personnes actuellement encerclées.

Par ailleurs, il est à noter que la police boucle y compris une zone d'habitation en bordure du camp, et empêche les habitants du quartier de rentrer chez eux, y compris physiquement si le faut !!!

On voit que ce sixième anniversaire de l'OTAN a tenu toutes ses promesses et est fidèle à ses valeurs : violent, anti-démocratique et sécuritaire.

Manuel Santiago
